

# La menace d'une crise alimentaire durable

La flambée des prix de plusieurs denrées de base fait craindre une aggravation de la faim dans le monde

Les prix mondiaux alimentaires n'ont pas été aussi hauts depuis dix ans. L'annonce, début novembre, par l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) que son indice mensuel de mesure des prix alimentaires avait atteint son niveau le plus élevé depuis juillet 2011, a fait l'effet d'une bombe. En douze mois, cet indicateur, qui agrège les prix sur les marchés internationaux de plusieurs denrées de base (céréales, sucre, viande, produits laitiers...), a grimpé de plus de 30 %. De quoi faire craindre une crise économique et alimentaire prolongée, alors que le monde n'en a toujours pas fini avec la pandémie de Covid-19 et que plusieurs pays remettent en place des mesures de restriction.

Cette hausse des prix s'inscrit dans un panorama déjà préoccupant où près d'une personne sur dix souffre de la faim, et un tiers de la population mondiale est en insécurité alimentaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas accès de façon régulière à une alimentation adéquate.

En plus des pertes d'emplois et de revenus liés au Covid, l'inflation alimentaire vient ainsi rajouter un ingrédient au cocktail explosif de la faim. «*Les voyants sont au rouge, on est dans une situation critique parce que la hausse de la faim est très nette, l'insécurité alimentaire est présente à la fois au Nord comme au Sud, et on a une population rurale très fragilisée et peu soutenue par les plans de réponse au Covid-19. On risque ainsi d'avoir une crise dans la crise*», s'inquiète Valentin Brochard, chargé de plaider au CCFD-Terre solidaire.

## «Indice du plov»

Plusieurs facteurs expliquent la flambée actuelle des prix : elle est d'abord le reflet de la progression continue du prix de l'énergie depuis 2020, ce que confirme une analyse de la FAO qui montre que cette hausse suit la même tendance que celle des coûts des engrais, des pesticides et de l'énergie. Elle épouse aussi deux tendances lourdes de long terme : la multiplication des aléas climatiques dus au réchauffement (sécheresses, inondations...) et le développement des agrocarburants, qui entraîne une compétition entre produits agroalimentaires et énergétiques dans l'utilisation des terres arables.

Pour chaque matière première, des facteurs indépendants contribuent par ailleurs aux évolutions : le blé (dont la tonne s'échange depuis la mi-novembre à un niveau historiquement haut de près de 300 euros) a pâti,

en 2021, de mauvaises récoltes en Amérique du Nord. La production mondiale d'huile de palme est particulièrement faible, en raison notamment d'une pénurie de main-d'œuvre en Malaisie ; le cours des huiles végétales a ainsi pris 9,6 % entre septembre et octobre. La production de canne à sucre, pour sa part, fait les frais d'importantes gelées en juillet au Brésil, le premier exportateur mondial. Mais la conjonction de tous ces facteurs rend la situation particulièrement critique. «*Chacune de ces cultures voit ses prix grimper pour des raisons propres, mais c'est très inquiétant qu'elles soient toutes en hausse au même moment*», avertit Abdolreza Abbassian, économiste à la FAO.

La montée des prix découle aussi de l'ajustement compliqué entre l'offre et la demande en période de pandémie. «*Une grande partie des problèmes rencontrés sont logistiques ou liés à la disponibilité de la main-d'œuvre. C'est symptomatique du rebond de la demande dans une situation où la pandémie n'est*

*pas encore maîtrisée*, analyse William Masters, professeur d'économie de l'alimentation à l'université Tufts (Boston, États-Unis). *C'est la première crise alimentaire mondiale qui ne provient pas de la production agricole elle-même, mais qui est une crise des filières agroalimentaires*», poursuit l'universitaire américain.

Si l'indice de la FAO ne reflète que partiellement le prix réellement payé par le consommateur, les hausses sont bien réelles dans de nombreux pays, en particulier ceux qui dépendent des importations. En Ouzbékistan par exemple, le gouvernement, qui traque l'«*indice du plov*», du nom du plat national composé de riz, bœuf, carottes, oignons et pois, a recensé une hausse de 30 % de celui-ci entre janvier et septembre.

«*Ces hausses sont très préoccupantes, car les populations se tournent vers des aliments moins chers, souvent moins sains*, souligne Rob Vos, directeur de la division des marchés à l'International Food Policy Research Institute.

## «Les voyants sont au rouge. On risque ainsi d'avoir une crise dans la crise»

VALENTIN BROCHARD  
chargé de plaider  
au CCFD-Terre solidaire

*Pour la sécurité alimentaire, on surveille beaucoup le prix des céréales, mais on voit que les matières premières non céréalières augmentent aussi, notamment les fruits et légumes.*

Pour avoir une approche plus fine du coût d'un régime équilibré, William Masters et ses collègues de l'université Tufts ont mis au point un autre outil de mesure, qui a permis aux Nations unies (ONU) d'estimer que 3 milliards de personnes dans le monde (soit près de 40 % de la population) n'ont pas le pouvoir d'achat suffisant pour se nourrir sainement.

«*Nos indicateurs montrent que, depuis avril 2020, les fluctuations des prix payés par les consommateurs pour l'alimentation sont plus importantes, et globalement leur moyenne est 3 % plus élevée que les prix des autres biens et services*», précise William Masters.

## Manque de mobilisation

Pour l'heure, l'impact du bond des prix alimentaires ces derniers mois ne se traduit pas encore dans les données sur la faim dans le monde. Le dernier rapport annuel onusien sur le sujet, publié en juillet, a évalué que l'insécurité alimentaire a gagné autant de terrain en 2020 sous l'effet du Covid-19 que lors des cinq années précédentes cumulées. Concernant les situations les plus critiques, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fait état d'une hausse du nombre de personnes en risque de famine, de 42 millions début 2021 à 45 millions fin octobre, particulièrement en Afghanistan, en Syrie et au Yémen. Selon le directeur du PAM, David

Beasley, la situation pourrait empirer en raison de l'inflation.

«*Il y a trois causes principales de la faim dans le monde – les conflits, le réchauffement climatique et les crises économiques, qui se sont amplifiées et aggravées sous l'effet du Covid-19*, résume Nynne Warring, économiste au PAM. *Depuis deux ans, une partie de la population a déjà fait des compromis sur son alimentation, à cause des pertes d'emploi et de revenus. Non seulement elle a moins d'argent dans la poche, mais cela coûte plus cher d'acheter de la nourriture.*»

Les ONG, de leur côté, regrettent le manque de mobilisation internationale, malgré la tenue en septembre d'un sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires. «*Il faut faire très attention à ne pas reproduire la lenteur de la réponse à la dernière crise alimentaire de 2011-2012, quand la communauté internationale avait mis près d'un an à se réveiller sur le sujet*», alerte Valentin Brochard, du CCFD-Terre solidaire. ■

MATHILDE GÉRARD



Vente d'épices pour le plov, plat servant de référence pour l'indice des prix en Ouzbékistan, le 19 octobre, sur le bazar de Termez. VACHESLAV OSELEDKO/AFP

## En Côte d'Ivoire, le prix des denrées explose

Entre juillet 2020 et juillet 2021, les tarifs de certains produits comme la viande ou le poisson ont connu des envolées dépassant les 10 %

### REPORTAGE ABIDJAN - correspondants

Sous le marché couvert d'Anono, à Abidjan, les bananes plantains de Tania noircissent à vue d'œil. La vendeuse use de tous les arguments pour appâter le chaland mais rien n'y fait : dans ce quartier populaire, les clients passent leur chemin. Et pour cause, «*six bananes, c'est 500 francs CFA [0,76 euro]*», dit Tania. Presque deux fois plus cher que le prix qu'elle proposait en début d'année. A ses côtés, Rachel, une cliente, fustige la hausse des prix sur les marchés et le casse-tête quotidien pour les familles.

«*Tout augmente, souffle-t-elle. L'huile, les bananes, les tomates, les oignons... On doit tout calculer, ça*

*nous fatigue.*» Les chiffres officiels confirment cette valse des étiquettes en Côte d'Ivoire, mais pas dans les mêmes proportions. Selon les données de l'Institut national de la statistique, entre juillet 2020 et juillet 2021, l'indice harmonisé des prix à la consommation a augmenté de 4,7 %. Et dans le détail, certains produits comme la viande ou le poisson ont connu des envolées dépassant les 10 %.

Cette flambée des prix des denrées alimentaires est qualifiée de «*situation d'urgence*» par les autorités. Alerté de la colère qui grondait dans les foyers, le premier ministre, Patrick Achi, s'est rendu en juillet sur l'un des plus grands marchés d'Abidjan pour annoncer le «*contrôle des prix*» de certains produits alimentaires

de première nécessité, notamment le riz, l'huile de palme raffinée, la farine et la viande de bœuf. Une décision de court terme, censée juguler la hausse des prix autant que la grogne populaire, mais aux résultats jusqu'ici mitigés. La faute, selon les autorités, aux commerçants qui s'adonnent à la spéculation.

### Un seul repas par jour

Quelques jours après l'annonce du premier ministre, un mouvement de protestation dénonçant la cherté de la vie a tenté de s'élever dans les rues de la capitale économique. Une manifestation aussitôt étouffée par des forces de l'ordre venues en nombre. Et depuis, plus rien. «*La population a peur de s'exprimer, il faut des porte-voix*

*pour que les plus précaires soient entendus*», s'insurge Salif Sanogo, un habitant d'Anono membre d'une association informelle qui vient en aide aux familles les plus pauvres du quartier.

Pour la Côte d'Ivoire, très exposée aux variations des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux, «*l'alignement des planètes n'est pas bon*», constate Samy Gaiji, le représentant local de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Car si le pays pouvait se permettre d'importer près des trois quarts du riz et du poisson consommés chaque jour lorsque la croissance oscillait entre 6 % et 10 %, entre 2012 et 2019, cela semble aujourd'hui intenable avec une hausse du pro-

duit intérieur brut à 2 %, comme en 2020. «*Je ne mange plus que la "mort subite"*», lance Claver dans un rire, comme pour relativiser sa situation difficile. Cette expression populaire désigne en Côte d'Ivoire l'unique repas pris par les populations les plus pauvres. «*C'est parfois le midi, parfois le soir, dès que j'ai vraiment très faim, mais je ne peux pas faire plus*», témoigne le quinquagénaire, qui vit de débrouille.

Samy Gaiji, de la FAO, rappelle toutefois que «*les indicateurs de l'insécurité alimentaire ont fortement baissé en Côte d'Ivoire ces dix dernières années*» et que l'instauration de prix plafonds a empêché le «*basculement de certaines régions dans des situations de dépendance alimentaire*». Les

interventions gouvernementales et les aides d'urgence ont permis d'écartier le scénario catastrophe craint par la FAO : que la crise sanitaire, devenue crise économique et sociale, se transforme en crise alimentaire.

Mais pour que cela tienne dans la durée, il faut que le système alimentaire ivoirien évolue et que les filières se structurent pour atteindre l'autosuffisance. Des programmes stratégiques ont été dévoilés pour atteindre l'autosuffisance en sucre d'ici à 2023 et celle en poisson d'ici à 2025. ■

YASSIN CIYOW  
ET YOUENN GOURLAY